



## **Discours Hubert Wulfranc, maire et conseiller départemental**

### **Vœux aux personnalités**

**Mardi 10 janvier 2017**

Qu'il me soit permis, au nom du Conseil Municipal, de vous présenter tous nos vœux pour l'année 2017.

L'année qui s'achève, poursuivant les précédentes, a été particulièrement éprouvante dans le monde, pour notre pays, et ici même à Saint-Etienne-du-Rouvray.

Mais les épreuves doivent être affrontées avec détermination.

J'ai longuement hésité à vous livrer les propos que je vais tenir ce soir, peut-être trop graves alors que nous avons (l'envie et) le besoin de sourire davantage et peut-être trop éloignés de la fonction d'un simple Maire du quotidien.

Mais la réalité est là.

Bien sûr, vous pourrez converser dans quelques instants avec tous les élus du Conseil Municipal qui ont apporté un soutien unanime au budget 2017 de la commune : c'est un atout pour tous que de pouvoir compter sur une municipalité rassemblée pour continuer le travail à conduire dans notre ville, auprès des Stéphanois.

Mais la réalité est là, disais-je et ce soir, j'entends, nous entendons, témoigner de la force de cette volonté d'apaisement et de paix qui s'exprime sous bien des formes et par bien des voix à une tout autre échelle que notre localité mais à laquelle bien sûr, nous mêlons étroitement nos convictions et nos initiatives.

Face aux guerres, au terrorisme, aux violences d'État qui résonnent quotidiennement, chacun identifie bien que ce qui se passe à des milliers de kilomètres d'ici, au Moyen Orient, en Afrique, que ce qui se décide à Washington, Moscou ou Pékin, pèsent de tout de son poids sur la situation que nous vivons en France, dans nos villes et nos villages.

Cela interroge directement la responsabilité de l'État républicain en matière de politique intérieure, dans le champ de l'économie, du social, de la sécurité, mais c'est bien dans son action sur la scène internationale que la France pourrait trouver quelques fondements à un

nouveau projet de société humaniste.

Je voudrais illustrer mon propos sur la base de nos échanges commerciaux.

Tout premier au rang des pays exportateurs de matériels militaires très sophistiqués, produits par des groupes industriels surpuissants, l'État français, en étroite collaboration avec le cercle très fermé de ces grands patrons, passe contrat sur contrat avec des pays fauteurs de guerres régionales, ou de guerres civiles.

Y compris avec des pays sous embargo international décidé par l'ONU !

L'Arabie Saoudite, royaume monarchique rétrograde, adepte d'une législation mortifère et humiliante, société des pires inégalités, des femmes sans droit ni titre, des milliers de salariés surexploités constitue, au même titre que d'autres pays, les clients privilégiés de ce commerce de la mort.

Les ventes d'armes alimentent des théâtres d'opérations militaires où les factions extrémistes et mafieuses s'alimentent directement, étroitement liées qu'elles sont par des intérêts de pouvoir et d'argent avec des États ultra-conservateurs. Ces factions, quel que soit leur nom, sont dans la boucle de ce puissant marché international que la France, malheureusement, est l'un des tout premiers à fournir et à entretenir.

Mais nous dira-t-on :

- C'est la condition du maintien de certains équilibres certes fragiles, au niveau mondial,
- C'est la condition pour les tenants d'un prétendu réalisme d'État que la France, comme d'autres puissances, préserve ses intérêts notamment dans l'approvisionnement en matières premières stratégiques, au premier rang desquelles les ressources énergétiques et le pétrole.

Bref, arme contre pétrole et, pour clore la démonstration, l'argument majeur de l'emploi mis en jeu... alors que, dans le même temps, par exemple, l'Émirat du Qatar, en contrepartie de l'achat de 24 avions Rafale, obtient que sa compagnie aérienne ait des droits de trafic supplémentaires en France, au détriment d'Air France qui poursuit ses milliers de suppressions de postes.

N'y a-t-il pas aujourd'hui, pour un pays comme la France, à s'interroger d'une toute autre manière, comme l'avait fait le Général de Gaulle, sur le rôle de notre pays dans ce monde sur les intérêts français et sur l'intérêt des Français à promouvoir, sur la politique industrielle et en particulier énergétique à impulser ?

N'y a-t-il pas aujourd'hui lieu de s'interroger sur la finalité du retour de militaires de l'Otan

sur le sol français ?

Il ne s'agit pas de nier l'extrême complexité bien sûr de ces questions et de prétendre ou d'avoir la naïveté d'y apporter des réponses toutes faites.

Cependant, rien n'empêche d'avoir quelques convictions et quelques propositions comme tout simple citoyen.

Ainsi, la France ne peut-elle pas retrouver une place beaucoup plus singulière au sein de l'Organisation des Nations Unies, en y affirmant son indépendance plus marquée à l'égard d'autres grandes puissances qui aujourd'hui se dotent de gouvernements et d'administrations diplomatiques pour le moins préoccupantes pour la paix ?

De la même manière, en matière de commerce mondial, les différents traités libres échangistes, négociés dans le plus grand secret - qui sont autant d'outils pour tirer vers le bas les garanties sociales, sanitaires et environnementales - doivent être impérativement abandonnés.

Et j'en reviens à ce commerce de l'armement et à l'industrie militaire française.

N'y a-t-il pas matière à engager même partiellement une reconversion de cette filière et ce bien sûr sans nuire aux capacités de défenses de notre pays ?

Ces groupes industriels phares, au sein desquels l'État pourrait prendre une partie de la gouvernance, sont susceptibles de se tourner vers des productions civiles utiles pour notre pays et ses coopérations commerciales.

Qu'il s'agisse des moyens de transport, de l'appareillage médical, des machines-outils, des équipements pour l'eau et l'assainissement : il y a des chances considérables à saisir - au regard du haut niveau de formation et du très grand savoir-faire de ses salariés - pour qu'un tel appareil de production puisse progressivement muscler des filières industrielles civiles.

Et en même temps, si contrainte énergétique il y a, n'est-ce pas une opportunité majeure pour entreprendre une diversification progressive de nos sources d'approvisionnement, de même que de leurs natures ?

Il est en effet aujourd'hui acquis qu'il nous faut rentrer plus vite dans la nécessaire transition énergétique : la France, tout autant que les autres, est fragilisée par une dépendance énergétique reposant pour l'essentiel sur l'atome nucléaire.

Aussi ne serait-il pas judicieux :

- D'intensifier un développement économique plus respectueux des hommes et de leur environnement, ici dans notre pays, où il y a beaucoup à faire pour rendre plus sain,

plus confortable l'habitat, les déplacements ou la gestion des ressources et des déchets ?

- Et ailleurs, dans le cadre de nos coopérations où il y a presque tout à faire, participer à un urbanisme décent, contribuer à la création des infrastructures de premières nécessités comme boire une eau potable ?

Oui, pourrait ainsi se dessiner une France consolidée, qui produirait autrement en tenant compte d'abord et avant tout de deux enjeux majeurs : les enjeux pacifistes et écologiques, deux piliers d'un projet national rassembleur.

Bien sûr, vis-à-vis d'une telle perspective dont je comprends fort bien qu'elle apparaisse utopique, n'y a-t-il pas tout de même quelques actions à initier ?

Tout d'abord, tout espoir vaut par lui-même et tout message humaniste également, sinon à quoi attribuerait-on la portée des paroles d'une autorité morale comme le Pape lorsqu'il réclame que les armes se taisent et que les intérêts de l'argent s'effacent au profit de celui des hommes ?

Dans ce que je me suis permis d'aborder ce soir, il y a un système, des groupes d'intérêts qui ont des noms, des résultats financiers et des stratégies de pouvoirs plus ou moins opaques.

Eh bien, il faut bien commencer à enrayer le système, diminuer les intérêts de ceux qui en tirent profit, mettre à disposition des choix citoyens ce que la richesse redistribuée pourrait permettre, rendre possible.

Dans mon propos, nul anathème contre les hommes, fussent-ils Princes ou Milliardaires, simplement l'application ferme et déterminée d'orientations démocratiquement validées, même avec les incertitudes sur leurs échecs ou leurs succès.

Ce qui pourrait au fond faire la différence en ces temps troublés, c'est d'être convaincu et de convaincre qu'il est naturel et humain de réunir les conditions pour que certains - en très petit nombre - en ce monde aient moins.....

.....et qu'il est suicidaire à l'échelle du vivant, que trop nombreux soient ceux qui ne puissent satisfaire aux besoins élémentaires de l'existence : boire, manger, se vêtir, se loger, travailler avec sa tête et ses mains, s'éduquer et se soigner.

Mesdames, Messieurs, je crois profondément à la justesse de tout cela et si je me suis permis de l'exprimer ce soir, c'est qu'il faut de l'espoir, tout particulièrement dans la période à venir et qu'ici, sur ce territoire, avec ceux qui nous ont précédés, vous-même et bien au-delà, il se trouve que cet espoir en acte sait se manifester.

Permettez-moi de terminer mon propos ce soir par les mots de vœux que m'a transmis il y a quelques jours, Roseline, sœur de Jacques Hamel :

*« Je suis subjuguée de lire qu'autant d'enfants, au lendemain du drame, ont fabriqué tous ces origamis. Merci à tous du plus profond de mon cœur. Ils ont ainsi formulé des vœux de paix. Le monde a besoin d'espérance du mieux vivre ensemble. Comme Sadako, ils ont mis leur espérance dans la guérison et la paix. »*

Merci.